

MESSAGE N° 10 *12 avril 2002*
du Bureau du Grand Conseil au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant la loi
portant règlement du Grand Conseil

1. INTRODUCTION

Par ce projet de loi, le Bureau du Grand Conseil répond à la motion N° 002.02 Cédric Castella demandant de porter de 13 à 15 le nombre des membres de la Commission des finances et de gestion.

Il saisit également l'occasion pour combler certaines lacunes fondamentales ou formelles mises au jour à la suite des dernières adaptations de la loi portant règlement du Grand Conseil.

Le Bureau est conscient que le texte de la loi en vigueur comprend d'autres imprécisions, incohérences, dispositions désuètes ou plus appliquées qu'il s'agira de corriger dans un proche avenir.

Le Bureau rappelle que, lors des travaux de révision de la loi portant règlement du Grand Conseil, la commission de la réforme du Parlement avait proposé de procéder en trois étapes, dont les deux premières ont été réalisées par les projets de lois de 1999 et de 2000, la troisième devant être la révision totale de la législation sur le Grand Conseil et ses rapports avec le Gouvernement. Le Bureau du Grand Conseil estime cependant qu'au vu de l'avancement des travaux de la Constituante, il n'est pas opportun d'entamer pendant cette législature une révision totale, celle-ci devant se faire à la lumière des décisions que le peuple sera appelé à prendre dans le cadre de la nouvelle Constitution cantonale concernant le Parlement et le Gouvernement de notre canton.

Le Bureau se contentera donc de proposer de sa propre initiative ou sur celle de membres du Parlement des révisions ponctuelles de la loi portant uniquement sur le fonctionnement interne du Grand Conseil.

2. COMMENTAIRE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES

Ad art. 32 al. 1 Composition des commissions permanentes

Cette proposition répond à la motion N° 002.02 Cédric Castella demandant de porter de 13 à 15 le nombre des membres de la Commission des finances et de gestion. Cette demande est la conséquence du fait que le Grand Conseil, sur la proposition de son Bureau, a admis le mouvement Ouverture, avec ses cinq élus, comme groupe du Grand Conseil au sens de l'article 30 al.1 de la loi portant règlement du Grand Conseil. Le statut de groupe parlementaire ne confère cependant aucun droit d'être représenté dans des commissions parlementaires. De plus, la répartition des sièges entre les groupes politiques selon leur force numérique décidée à l'issue des élections de la fin de l'année 2001 ne donne aucun siège à un groupe de cinq membres dans les commissions de 7, 9 et 13 membres, alors qu'elle lui en donne un dans une commission de 11 membres.

Conscient du rôle important que confère la loi portant règlement du Grand Conseil à la Commission des finances et de gestion, des matières importantes qu'elle est chargée d'examiner (projet de budget, comptes, plan financier, compte rendu, etc.), le Bureau estime qu'il est utile et opportun que chaque groupe soit représenté dans

cette commission. Partant de ce principe, plusieurs possibilités s'offrent pour lui donner suite, à savoir maintenir le nombre à 13 en demandant à un groupe de retirer l'un de ses membres élus par le Grand Conseil pour faire place à un membre du groupe Ouverture, porter le nombre à 14, voire à 15 membres. Placé devant ce choix, le Bureau a estimé que la solution de porter le nombre à 15 est la meilleure, celle qui est à 13 en demandant à un groupe de retirer un membre élu n'entrant pas en ligne de compte et celle qui est à 14 (un nombre impair) n'est pas très satisfaisante bien que praticable.

Ad art. 35 al. 1 et art. 41 al. 1 Election à la présidence et à la vice-présidence des commissions permanentes

Pour cette proposition de modification de la loi, il sied d'abord de rappeler ce qui suit:

1. Par la nouvelle du 15 novembre 2001, le Grand Conseil a généralisé le système des commissions permanentes et prescrit ce qui suit à l'article 41 al. 1 LRG: «Les membres des commissions permanentes et leurs remplaçants personnels du même groupe sont élus par le Grand Conseil. Ils désignent leurs présidents et leurs vice-présidents pour la demi-législature. (...).».

2. Le 8 novembre 2001, le Grand Conseil est revenu sur sa décision du 15 novembre 2000 en ne retenant plus que cinq commissions permanentes (justice, finances et gestion, grâces, naturalisations, pétitions). Il a en même temps modifié l'article 41 al. 1 LRG dans le sens suivant: «Les membres des commissions permanentes sont élus par le Grand Conseil au scrutin de liste, à la majorité absolue. Ils désignent leurs présidents et leurs vice-présidents.»

La mention «pour la durée de la demi-législature» n'a donc expressément pas été reprise dans la nouvelle disposition légale. Le législateur a donc voulu revenir au système qui avait prévalu avant la généralisation des commissions permanentes, à savoir que les présidents et les vice-présidents des commissions permanentes sont élus pour la durée de la législature.

3. Lors de cette révision du 8 novembre 2001, le Grand Conseil, en réintroduisant l'ancien système des commissions permanentes et la durée des présidences et vice-présidences pour la durée de la législature, a oublié de modifier en conséquence l'article 35 al. 1 LRG qui prévoit que «la Commission des finances et de gestion s'organise en élisant pour la durée de la demi-législature un président, un vice-président et un secrétaire (...).».

La Commission des finances et de gestion s'est donc constituée le 18 janvier dernier en élisant ses président, vice-président et secrétaire pour la durée de la demi-législature, à l'instar des autres commissions permanentes qui, elles, ont élu leurs organes pour la durée de la législature.

4. Constatant ces faits, le Bureau a estimé d'emblée qu'il n'est pas raisonnable d'avoir deux régimes présidentiels pour les commissions permanentes. Pesant les avantages et les désavantages des deux régimes, le Bureau est parvenu à la conclusion qu'il serait en tout cas bon de se poser la question à la mi-législature si un changement de présidence doit être envisagé ou décidé. Il estime cependant que, dans ce cas, il faut donner la possibilité aux sortant(e)s d'être rééligibles

à leur fonction et il propose que ce nouveau régime soit applicable à toutes les commissions permanentes.

Ad art. 69 et art. 71 al. 7 Motion urgente

L'expérience a démontré que les dispositions sur le traitement des motions urgentes sont devenues imprécises à la suite des modifications successives de la LRGC (développement de la motion par écrit, rythme des sessions, introduction puis suppression de la généralisation des commissions permanentes). Pour clarifier la situation, le Bureau propose d'abord une nouvelle formulation de l'article 69:

L'alinéa 1 prévoit, comme jusqu'à présent, une majorité des deux tiers des membres présents pour qu'une motion soit déclarée urgente.

L'alinéa 2 décrit la procédure devant le Grand Conseil. S'il est prévu que la discussion et le vote n'ont pas lieu de suite après le dépôt de la motion, mais au cours de la même séance à laquelle elle est déposée, c'est afin de permettre de faire des copies de l'écrit déposé et de le distribuer aux membres du Grand Conseil, pour que la discussion et le vote sur l'urgence aient lieu en connaissance de cause.

L'alinéa 3 dit ce qui se passe si l'urgence est votée. Il prévoit que la motion peut être développée séance tenante, donc immédiatement après le vote, soit par oral, soit par écrit. La discussion n'est cependant pas ouverte après le développement, elle le sera comme pour toute motion après la réponse du Conseil d'Etat. Actuellement la loi prévoit que le Conseil d'Etat répond en principe en cours de la même session. Cette disposition n'a cependant pas été adaptée lors du passage du rythme de quatre sessions à deux semaines à huit sessions à une semaine. En effet, avec les sessions à deux semaines, il était possible au Conseil d'Etat de répondre à une motion urgente développée la première semaine lors de la deuxième semaine de session. Avec les sessions à une semaine, cela n'est pratiquement plus possible (temps nécessaire pour réunir les éléments de réponse, réunion du Conseil d'Etat, traduction de la réponse, etc.). La possibilité est laissée cependant ouverte pour des cas très exceptionnels, voire une réponse orale du Conseil d'Etat. Toutefois l'urgence reste acquise même avec la réponse à la session suivante étant donné que, pour une motion «ordinaire», le délai de réponse est de cinq mois.

Ad art. 71

Cet article règle la prise en considération de la motion. L'alinéa 4 prévoit comme suit ce qui doit se passer lorsqu'une motion est prise en considération: «Si la motion est prise en considération, elle est renvoyée au Conseil d'Etat qui doit: a) si elle a la forme d'une proposition générale, présenter au Grand Conseil, dans le délai d'une année, un projet de disposition constitutionnelle, de loi ou de décret, b) si elle contient un projet entièrement rédigé, ses observations ou un contre-projet.»

Le Bureau estime que la rédaction et la présentation de cet alinéa doivent être clarifiées et améliorées pour les raisons suivantes:

- a) il n'est pas clair si le délai d'une année s'applique uniquement à la première hypothèse (let. a) ou aussi à la deuxième (let. b);
- b) pour rendre la lettre b plus aisément compréhensible, il y a lieu de préciser que les observations ou un contre-projet doivent également être présentés au Grand Conseil.

La modification proposée à l'alinéa 7 et la réintroduction d'un alinéa 8 sont de nouveau à mettre en relation avec l'introduction en 2000 et la suppression en 2001 du système à 11 commissions permanentes.

Cet alinéa prévoit en effet que lorsque le Grand Conseil a décidé l'urgence d'une motion et que celle-ci contient une proposition entièrement rédigée, la motion peut être renvoyée pour examen directement à une commission. Dans le système des commissions spéciales ad hoc d'avant 2000, la loi prévoyait qu'une telle commission soit immédiatement nommée par le Bureau. Avec le système des commissions permanentes, le législateur a logiquement prévu que dans un tel cas le Bureau «désignait» la commission permanente qui devait examiner l'objet. Lors du retour au système des commissions spéciales ad hoc d'avant 2000, cet alinéa n'a pas été réadapté.

Mais il y a plus: dans le système des commissions spéciales ad hoc d'avant 2000, la règle fut que l'auteur d'une motion prise en considération faisait partie d'office de la commission que le Bureau nommait dans le cas de l'alinéa 7 ci-devant ou pour l'examen du projet de loi ou de décret en exécution de la motion prise en considération que le Conseil d'Etat allait présenter. Cette présence d'office de l'auteur (ou premier signataire) de la motion a également été supprimée avec l'introduction du système des commissions permanentes. Cela malgré le fait que cette présence a toujours été jugée utile pour les travaux de la commission. Mais comme il était prévu que les projets consécutifs à des motions seraient traités par les commissions permanentes nommées pour la législature, il n'y avait plus de place pour les auteurs des motions dans ces commissions.

Le Bureau, estimant que la présence de l'auteur d'une motion dans les commissions qui examinent les projets à la suite de l'acceptation de sa motion a fait ses preuves par le passé, propose donc de réintroduire cette disposition comme alinéa 8 de l'article 71, en précisant toutefois que, lorsque exceptionnellement l'objet législatif consécutif à la motion prise en considération est renvoyé à une commission permanente, l'auteur ne pourra pas faire partie de la commission.

Ad art. 77 al. 5 (nouveau)

Par cette proposition, le Bureau entend régler ce qui est en soi une formalité. En effet, lors de la révision 2000 de la loi portant règlement du Grand Conseil, la «Question écrite» a été remplacée par la «Question», mais on a oublié de maintenir la règle, valable pour toute intervention parlementaire, que si l'auteur d'une telle intervention ne fait plus partie du Grand Conseil, son intervention est rayée du registre.

Ad art. 95 al. 1 Traduction

Cet article prévoyait depuis toujours que «les propositions sur lesquelles le Grand Conseil est appelé à voter sont traduites, sur demande, du français en allemand ou de l'allemand en français avant l'ouverture du scrutin». Par la loi du 16 octobre 2001 sur la publication des actes législatifs, le Grand Conseil a modifié cette disposition en introduisant l'obligation des traductions des propositions.

Le Bureau constate que cette traduction d'office pose quelques problèmes non négligeables: pour assurer la traduction il faudrait pouvoir disposer d'un traducteur ou d'une traductrice en permanence, avec la conséquence

financière qui en découlerait; il faudrait que les propositions soient déposées suffisamment tôt sur le bureau de la présidence, ce qui n'était de loin pas le cas lors de la dernière législature. A cela s'ajoute le fait que le Grand Conseil n'a jamais voulu introduire la traduction simultanée des débats, estimant que ce n'est pas en faisant appel à la traduction simultanée que la compréhension entre les deux communautés linguistiques du canton serait améliorée, l'idéal étant que celui qui s'exprime en allemand soit compris de la personne de langue française et vice-versa. Il a d'ailleurs renoncé expressément lors de la récente transformation de la salle du Grand Conseil à investir dans une telle installation.

Enfin, il faut relever que, durant les vingt à trente dernières années, aucun membre du Grand Conseil n'a demandé la traduction d'une proposition. Aussi le Bureau estime-t-il que la situation qui a prévalu jusqu'à l'année dernière est la meilleure et qu'il y a lieu de modifier la LRG C pour la retrouver.

3. PROPOSITION

Le Bureau invite le Grand Conseil à adopter le projet de loi ci-joint.

BOTSCHAFT Nr. 10 *12. April 2002*
des Büros des Grossen Rates an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes
über das Reglement des Grossen Rates

1. EINFÜHRUNG

Mit diesem Gesetzesentwurf entspricht das Büro des Grossen Rates der Motion Nr. 002.02 Cédric Castella über die Erhöhung der Mitgliederzahl der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission von 13 auf 15. Es benutzt auch die Gelegenheit, um einige grundsätzliche und formelle Lücken, die bei den letzten Änderungen des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates zu Tage getreten sind, zu füllen.

Das Büro ist sich bewusst, dass der geltende Gesetzestext weitere Ungenauigkeiten sowie uneinheitliche, veraltete und nicht mehr anwendbare Bestimmungen enthält, die in naher Zukunft korrigiert werden müssen.

Das Büro ruft in Erinnerung, dass die Kommission für die Parlamentsreform bei den Revisionsarbeiten für das Gesetz über das Reglement des Grossen Rates beantragte, in 3 Etappen vorzugehen; die ersten beiden wurden mit den Gesetzesentwürfen von 1999 und 2000 verwirklicht, die dritte sollte die Totalrevision der Gesetzgebung über den Grossen Rat und die Beziehungen zur Regierung sein. Das Büro des Grossen Rates meint jedoch, dass es angesichts des Fortschritts bei den Arbeiten des Verfassungsrats nicht angebracht ist, während der laufenden Legislaturperiode eine Totalrevision in Angriff zu nehmen; diese sollte aufgrund der Entscheide erfolgen, die das Volk im Rahmen der neuen Kantonsverfassung zum Parlament und zur Regierung unseres Kantons treffen muss.

Das Büro wird sich deshalb damit begnügen, auf eigene Initiative oder auf Initiative von Parlamentsmitgliedern punktuelle Revisionen zu beantragen, die nur den internen Betrieb des Grossen Rates betreffen.

2. KOMMENTAR ZU DEN BEANTRAGTEN ÄNDERUNGEN

Zu Art. 32 Abs. 1 Zusammensetzung der ständigen Kommissionen

Mit diesem Antrag wird der Motion Nr. 002.02 Cédric Castella über die Erhöhung der Mitgliederzahl der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission von 13 auf 15 entsprochen.

Dieses Begehr ist die Folge davon, dass der Grossen Rat auf Antrag seines Büros die Bewegung «Öffnung» mit ihren 5 Sitzen als Fraktion des Grossen Rates im Sinne von Artikel 30 Abs. 1 des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates anerkannt hat. Der Fraktionsstatus gibt jedoch noch kein Anrecht auf eine Vertretung in den parlamentarischen Kommissionen. Außerdem hat eine Fraktion mit 5 Mitgliedern gemäss der Sitzverteilung unter den Fraktionen nach ihrer zahlenmässigen Stärke, wie sie nach den Wahlen Ende 2001 beschlossen wurde, keinen Sitz in den Kommissionen mit 7, 9 und 13 Mitgliedern; hingegen hat sie Anrecht auf einen Sitz in einer Kommission mit 11 Mitgliedern.

Da sich das Büro der wichtigen Rolle bewusst ist, die das Gesetz über das Reglement des Grossen Rates der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission verleiht, und da es weiss, dass diese Kommission wichtige Gegenstände (Voranschlagsentwurf, Rechnung, Finanzplan, Rechenschaftsbericht usw.) prüft, ist es der Meinung, dass es nützlich und angebracht ist, dass jede Fraktion in dieser Kommission vertreten ist. Wenn man von diesem Grundsatz ausgeht, gibt es verschiedene Möglichkeiten, ihn in die Tat umzusetzen: Eine davon ist, die Mitgliederzahl bei 13 zu belassen und eine Fraktion zu bitten, ihr vom Grossen Rat gewähltes Mitglied zurückzuziehen, um einem Mitglied aus der Fraktion «Öffnung» Platz zu machen. Eine andere Lösung besteht darin, die Mitgliederzahl auf 14 oder sogar 15 zu erhöhen. Vor diese Wahl gestellt erachtet das Büro die Lösung, die Mitgliederzahl auf 15 zu erhöhen, als die beste, da die Beibehaltung der Mitgliederzahl bei 13, wobei eine Fraktion ein Mitglied hätte zurückziehen müssen, verworfen wurde und die Erhöhung der Mitgliederzahl auf 14 (gerade Zahl) nicht zu befriedigen vermag, obwohl sie durchaus machbar wäre.

Zu Art. 35 Abs. 1 und Art. 41 Abs. 1 Wahl der Präsidentinnen und Präsidenten und der Vizepräsidentinnen und Vizepräsidenten der ständigen Kommissionen

Für diesen Gesetzesänderungsantrag muss an folgende Punkte erinnert werden:

1. Mit der Gesetzesänderung vom 15. November 2000 hat der Grossen Rat allgemein das System der ständigen Kommissionen eingeführt und im Artikel 41 Abs. 1 GRRG folgende Bestimmung eingeführt: «Die Mitglieder der ständigen Kommissionen und ihre persönlichen Ersatzleute aus derselben Fraktion werden vom Grossen Rat gewählt. Sie bezeichnen ihre Präsidenten und Vizepräsidenten für die halbe Legislaturperiode. (...).»
2. Am 8. November 2001 ist der Grossen Rat auf seinen Entscheid vom 15. November 2000 zurückgekommen und hat lediglich 5 ständige Kommissionen beibehalten (Justiz, Finanz- und Geschäftsprüfung, Begnadigungen, Einbürgerungen, Petitionen). Gleichzeitig hat er den Artikel 41 Abs. 1 GRRG wie folgt geändert:

«Die Mitglieder der ständigen Kommissionen werden vom Grossen Rat in geheimer Listenwahl mit dem absoluten Mehr der Stimmen gewählt. Sie bezeichnen ihre Präsidenten und Vizepräsidenten.» Der Hinweis «für die halbe Legislaturperiode» wurde in der neuen Gesetzesbestimmung ausdrücklich nicht wieder aufgenommen. Der Gesetzgeber wollte also zum System, wie es vor der allgemeinen Einführung der ständigen Kommissionen bestand, zurückkehren, d.h. dass die Präsidenten und Vizepräsidenten der ständigen Kommissionen für die ganze Legislaturperiode gewählt werden.

3. Bei dieser Revision vom 8. November 2001, als der Grossen Rat wieder das alte System der ständigen Kommissionen und die Wahl der Präsidenten und Vizepräsidenten für die ganze Legislaturperiode einführte, hat er vergessen, folgerichtig Artikel 35 Abs. 1 GRRG zu ändern; dieser bestimmt, dass «die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission für die halbe Legislaturperiode einen Präsidenten, einen Vizepräsidenten und einen Sekretär wählt (...).».

Die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission hat sich in der Folge am 18. Januar 2002 konstituiert und für die halbe Legislaturperiode einen Präsidenten, einen Vizepräsidenten und einen Sekretär gewählt, im Gegensatz zu den anderen ständigen Kommissionen, die ihre Organe für die ganze Legislaturperiode gewählt haben.

4. Als das Büro diese Situation feststellte, erschien es ihm zunächst unvernünftig, zwei verschiedene Systeme des Präsidiums der ständigen Kommissionen nebeneinander zu haben. Es hat dann die Vor- und Nachteile der beiden Systeme gegeneinander abgewogen und ist zum Schluss gekommen, dass es auf jeden Fall gut wäre, sich nach Ablauf der halben Legislaturperiode die Frage zu stellen, ob ein Wechsel im Präsidium ins Auge gefasst oder beschlossen werden sollte. Das Büro ist jedoch der Meinung, dass in diesem Fall den Bisherigen die Möglichkeit, wiedergewählt zu werden, gegeben werden muss, und beantragt, dass dieses neue System für alle ständigen Kommissionen gelten soll.

Zu Art. 69 und Art. 71 Abs. 7 Dringliche Motion

Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Bestimmungen über die Behandlung der dringlichen Motionen aufgrund der verschiedenen Änderungen des GRRG (schriftliche Begründung der Motion, Sessionsrhythmus, Einführung und Aufhebung des Systems mit ausschliesslich ständigen Kommissionen) ungenau geworden sind. Um die Situation zu klären, beantragt das Büro zunächst, dass der Artikel 69 neu formuliert wird:

Der Absatz 1 bestimmt, dass die Motion wie bisher durch eine Zweidrittelsmehrheit der anwesenden Grossräte als dringlich erklärt werden kann.

Der Absatz 2 beschreibt das Verfahren im Grossen Rat. Es ist vorgesehen, dass die Diskussion und die Abstimmung nicht unmittelbar nach der Einreichung der Motion, aber im Verlauf derselben Sitzung, in der sie eingereicht wurde, stattfinden. Damit soll ermöglicht werden, dass die schriftliche Begründung vervielfältigt und den Mitgliedern des Grossen Rates verteilt werden kann, damit diese in Kenntnis der Angelegenheit diskutieren und abstimmen können.

Im Absatz 3 steht, was passiert, wenn Dringlichkeit beschlossen wird. Er sieht vor, dass die Motion im Laufe

der Sitzung, d. h. unmittelbar nach der Abstimmung über die Dringlichkeit, mündlich oder schriftlich begründet werden kann. Die Diskussion wird jedoch nicht nach der Begründung eröffnet, sondern wie für alle Motionen nach der Antwort des Staatsrats. Das Gesetz bestimmt zurzeit, dass der Staatsrat grundsätzlich in derselben Session antwortet. Diese Bestimmung wurde jedoch nicht angepasst, als man von 4 zweiwöchigen zu 8 einwöchigen Sessionen überging. Während den zweiwöchigen Sessionen war es dem Staatsrat in der Tat möglich, eine dringliche Motion, die in der ersten Woche begründet wurde, im Verlauf der zweiten Sessionswoche zu beantworten. In den einwöchigen Sessionen ist dies praktisch nicht mehr möglich (Zeitbedarf, um die Teile der Antwort zusammenzutragen, Versammlung des Staatsrats, Übersetzung der Antwort usw.). Für aussergewöhnliche Fälle oder eine mündliche Antwort des Staatsrats wird diese Möglichkeit jedoch offen gelassen. Die Dringlichkeit bleibt jedoch selbst dann gewahrt, wenn die Motion in der folgenden Session beantwortet wird, denn für eine «gewöhnliche» Motion beträgt die Antwortfrist 5 Monate.

Zu Art. 71

In diesem Artikel wird die Erheblicherklärung der Motion geregelt. Im Absatz 4 wird wie folgt beschrieben, was geschehen muss, wenn eine Motion erheblich erklärt wird: «Wird die Motion erheblich erklärt, so wird sie dem Staatsrat überwiesen. Dieser hat, a) wenn sie die Form einer allgemeinen Anregung hat, dem Grossen Rat innert Jahresfrist einen Entwurf für eine Verfassungsbestimmung, ein Gesetz oder ein Dekret vorzulegen, b) wenn sie einen ausformulierten Entwurf enthält, seine Bemerkungen oder einen Gegenvorschlag zu unterbreiten.» Das Büro ist der Meinung, dass dieser Absatz aus folgenden Gründen klarer formuliert und dargestellt werden muss:

- a) Es ist nicht klar, ob sich die einjährige Frist nur auf den ersten Fall (Bst. a) oder auch auf den zweiten (Bst. b) bezieht.
- b) Damit der Buchstabe b leichter verständlich wird, muss darauf hingewiesen werden, dass die Bemerkungen oder der Gegenentwurf dem Grossen Rat unterbreitet werden müssen.

Die beantragte Änderung im Absatz 7 und die Wieder einführung eines Absatzes 8 müssen erneut vor dem Hintergrund der Einführung des Systems mit 11 ständigen Kommissionen im Jahr 2000 und dessen Abschaffung im Jahr 2001 gesehen werden.

In diesem Absatz wird in der Tat bestimmt, dass, wenn der Grossen Rat die Motion als dringlich erklärt hat und diese einen ausformulierten Antrag enthält, die Motion direkt einer Kommission zur Prüfung überwiesen werden kann. Unter dem System der nicht ständigen Kommissionen vor 2000 sah das Gesetz vor, dass eine solche Kommission unverzüglich vom Büro ernannt wird. Mit dem System der ständigen Kommissionen hat der Gesetzgeber logischerweise vorgesehen, dass das Büro in einem solchen Fall die ständige Kommission, die den Gegenstand prüfen muss, «bezeichnet». Bei der Rückkehr zu den nicht ständigen Spezialkommissionen, wie es vor 2000 bestand, wurde dieser Absatz nicht geändert.

Das ist noch nicht alles: Unter dem System der nicht ständigen Spezialkommissionen, wie es vor 2000 bestand, war es die Regel, dass der Verfasser einer erheblich erklärten Motion von Amtes wegen Mitglied der Kommission war, die das Büro im Fall von Absatz 7 (siehe

oben) ernannte; er war ebenfalls von Amtes wegen Mitglied in der Kommission, die den vom Staatsrat vorgelegten Gesetzes- oder Dekretsentwurf zur Ausführung der erheblich erklärten Motion prüfte. Diese Mitgliedschaft des Verfassers (oder des Erstunterzeichners) von Amtes wegen wurde mit der Einführung des Systems der ständigen Kommissionen aufgehoben. Dies geschah, obwohl diese Mitgliedschaft für die Arbeiten der Kommission immer als nützlich erachtet wurde. Da aber vorgesehen war, dass die Entwürfe in Folge von Motionen von den ständigen Kommissionen geprüft werden sollten, und da deren Mitglieder für die ganze Legislaturperiode ernannt wurden, hatte es keinen Platz mehr für die Verfasser der Motionen in diesen Kommissionen. Da das Büro der Meinung ist, dass sich die Mitgliedschaft des Verfassers der Motion in den Kommissionen, die die Entwürfe in der Folge seiner Motion prüfen, in der Vergangenheit bewährt hat, beantragt es, dass diese Bestimmung als Absatz 8 des Artikels 71 wieder eingeführt wird. Dabei soll jedoch auf die Möglichkeit hingewiesen werden, dass der Entwurf einer Gesetzgebung in der Folge einer erheblich erklärten Motion ausnahmsweise an eine ständige Kommission überwiesen wird; in diesem Fall kann der Verfasser nicht Mitglied der Kommission sein.

Zu Art. 77 Abs. 5 (neu)

Mit diesem Antrag möchte das Büro eine eigentliche Formalität regeln. Tatsächlich wurde mit der Revision des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates im Jahre 2000 die «Schriftliche Anfrage» durch die «Anfrage» ersetzt, aber man hat vergessen, die Bestimmung beizubehalten, die für jeden parlamentarischen Vorstoss gilt, nämlich dass dieser abgeschrieben wird, wenn der Verfasser eines solchen Vorstosses nicht mehr Mitglied des Grossen Rates ist.

Zu Art. 95 Abs. 1 Übersetzung

Dieser Artikel bestimmte schon immer, dass «die Anträge, über die der Grossen Rat abzustimmen hat, auf

Verlangen vor der Abstimmung von französisch auf deutsch oder von deutsch auf französisch übersetzt werden».

Mit dem Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Veröffentlichung der Erlasse hat der Grossen Rat diese Bestimmung geändert und die Übersetzung der Anträge obligatorisch erklärt.

Das Büro stellt fest, dass diese Übersetzung einige nicht zu unterschätzende Probleme mit sich bringt: Um die Übersetzung sicherzustellen, müsste man ständig über eine Übersetzerin oder einen Übersetzer verfügen, mit allen finanziellen Folgen, die das mit sich bringt. Die Anträge müssten früh genug beim Büro eingereicht werden, was in der letzten Legislaturperiode bei weitem nicht immer der Fall war. Dazu kommt, dass der Grossen Rat nie die Absicht hatte, die Simultanübersetzung der Beratungen einzuführen, da er der Meinung war, dass die Verständigung zwischen den Sprachgemeinschaften des Kantons nicht mit Hilfe einer Simultanübersetzung verbessert wird, sondern dass idealerweise die Person, die sich auf Deutsch ausdrückt, von einer französischsprachigen Person verstanden wird und umgekehrt. Er hat ausserdem beim kürzlichen Umbau des Grossratssaals ausdrücklich darauf verzichtet, Investitionen für eine solche Simultanübersetzungsanlage zu tätigen.

Schliesslich muss darauf hingewiesen werden, dass in den vergangenen 20 – 30 Jahren kein Mitglied des Grossen Rates je die Übersetzung eines Antrags verlangt hat. Deshalb ist das Büro der Ansicht, dass die Situation, wie sie bis Ende des vergangenen Jahres bestand, die beste ist und das GRRG geändert werden muss, um sie wiederherzustellen.

3. ANTRAG

Das Büro beantragt dem Grossen Rat, diesem Gesetzesentwurf zuzustimmen.

Loi

du

modifiant la loi portant règlement du Grand Conseil

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Bureau du Grand Conseil du 12 avril 2002 ;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète :

Art. 1

La loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil (RSF 121.1) est modifiée comme il suit :

Art. 32 al. 1

¹ Les commissions permanentes sont composées de sept membres, à l'exception de la Commission des finances et de gestion qui est composée de quinze membres.

Art. 35 al. 1

¹ La Commission des finances et de gestion s'organise en élisant pour la durée de la demi-législature un président, un vice-président et un secrétaire ; ce dernier doit être l'un des secrétaires du Grand Conseil. Les président, vice-président et secrétaire sortants sont rééligibles.

Art. 41 al. 1

¹ Les membres des commissions permanentes sont élus par le Grand Conseil au scrutin de liste, à la majorité absolue. Ils désignent leurs présidents et leurs vice-présidents pour la durée de la demi-législature ; les présidents et les vice-présidents sortants sont rééligibles.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 12. April 2002;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates (SGF 121.1) wird wie folgt geändert:

Art. 32 Abs. 1

¹ Die ständigen Kommissionen setzen sich aus 7 Mitgliedern zusammen, mit Ausnahme der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission, die 15 Mitglieder umfasst.

Art. 35 Abs. 1

¹ Die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission wählt für die halbe Legislaturperiode einen Präsidenten, einen Vizepräsidenten und einen Sekretär; letzterer muss einer der Sekretäre des Grossen Rates sein. Der Präsident, der Vizepräsident und der Sekretär sind wieder wählbar.

Art. 41 Abs. 1

¹ Die Mitglieder der ständigen Kommissionen werden vom Grossen Rat in Listenwahl mit dem absoluten Mehr gewählt. Sie bezeichnen ihre Präsidenten und Vizepräsidenten für die halbe Legislaturperiode; die bisherigen Präsidenten und Vizepräsidenten sind wieder wählbar.

Art. 69 Délibération sur la motion
Urgence

¹ A la demande du motionnaire, la motion peut être déclarée urgente par un vote du Grand Conseil à la majorité des deux tiers des membres présents.

² Le président donne immédiatement connaissance du dépôt de la motion dont l'urgence est demandée. La discussion et le vote sur l'urgence ont lieu au cours de la même séance.

³ Si l'urgence est votée, la motion peut être développée oralement ou par distribution séance tenante aux membres du Grand Conseil, et le Conseil d'Etat a l'obligation de répondre si possible en cours de session, mais au plus tard à la session suivante.

Art. 71 al. 4, 7 et 8

⁴ Si elle est prise en considération, la motion est renvoyée au Conseil d'Etat qui doit, dans le délai d'une année, présenter au Grand Conseil :

- a) un projet de disposition constitutionnelle, de loi ou de décret, si la motion a la forme d'une proposition générale ;
- b) ses observations ou un contre-projet, si la motion contient un projet entièrement rédigé.

⁷ Lorsque l'urgence au sens de l'article 69 le requiert, si la proposition est entièrement rédigée et que le Grand Conseil vote la prise en considération, la motion peut être renvoyée à une commission que le Bureau nomme immédiatement.

⁸ L'auteur d'une motion prise en considération fait d'office partie de la commission, à moins qu'une commission permanente ne soit désignée pour examiner le projet consécutif à la motion.

Art. 77 al. 5 (nouveau)

⁵ La question dont l'auteur ne fait plus partie du Grand Conseil est rayée du registre.

Art. 69 Beratung über die Motion
Dringlichkeit

¹ Auf Verlangen des Motionärs kann die Motion mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Grossräte als dringlich erklärt werden.

² Der Präsident gibt die Einreichung einer Motion, deren Dringlicherklärung verlangt wird, unverzüglich bekannt. Die Beratung und die Abstimmung über die Dringlichkeit finden in derselben Sitzung statt.

³ Wird die Motion als dringlich erklärt, so kann sie im Laufe der Sitzung mündlich oder durch Verteilung an die Mitglieder des Grossen Rates begründet werden, und der Staatsrat ist verpflichtet, sie wenn möglich im Laufe der Session, spätestens jedoch in der nächsten Session zu beantworten.

Art. 71 Abs. 4, 7 und 8

⁴ Wird die Motion erheblich erklärt, so wird sie dem Staatsrat überwiesen. Dieser muss dem Grossen Rat innert einem Jahr:

- a) einen Entwurf für eine Verfassungsbestimmung, für ein Gesetz oder ein Dekret unterbreiten, wenn die Motion die Form einer allgemeinen Anregung hat;
- b) seine Bemerkungen oder einen Gegenvorschlag unterbreiten, wenn die Motion einen ausformulierten Entwurf enthält.

⁷ Erfordert es die Dringlichkeit im Sinne von Artikel 69, hat der Antrag die Form eines ausformulierten Entwurfs und erklärt der Grosser Rat ihn als erheblich, so kann die Motion an eine Kommission des Grossen Rates überwiesen werden, die das Büro unverzüglich ernennt.

⁸ Der Urheber der Motion ist von Amtes wegen Mitglied der Kommission, es sei denn, eine ständige Kommission sei für die Prüfung des Entwurfs in der Folge der Motion bezeichnet.

Art. 77 Abs. 5 (neu)

⁵ Gehört der Verfasser der Anfrage nicht mehr dem Grossen Rat an, so wird die Anfrage abgeschrieben.

Art. 95 al. 1

¹ Les propositions sur lesquelles le Grand Conseil est appelé à voter sont traduites, sur demande, du français en allemand ou de l'allemand en français avant l'ouverture du scrutin.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de la publication de la présente loi en vue de l'exercice du droit de référendum.

² Cette loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

Art. 95 Abs. 1

¹ Auf Verlangen werden die Anträge, über die der Grosse Rat abzustimmen hat, vor der Abstimmung vom Französischen ins Deutsche oder vom Deutschen ins Französische übersetzt.

Art. 2

¹ Der Staatsrat wird im Hinblick auf die Ausübung des Referendumsrechts mit der Veröffentlichung dieses Gesetzes beauftragt.

² Dieses Gesetz tritt am 1. Juli 2002 in Kraft.